



À publier immédiatement

COMMUNIQUÉ

La gestion des déchets de la Communauté métropolitaine de Montréal : Le statu quo en matière d'enfouissement est inadmissible

Laval, le 22 juin 2006 – Les cinq Conseils régionaux de l'environnement (CRE) de la région métropolitaine de Montréal (Lanaudière, Laurentides, Laval, Montérégie et Montréal) et le Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets (FCQGED) désapprouvent la présentation du Conseil des entreprises de services environnementaux (CESE) qui a eu lieu le 20 juin dernier à la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) portant sur *l'État de situation des capacités d'élimination des matières résiduelles des infrastructures de la grande région de Montréal*.

Le CESE a profité de l'occasion pour présenter la production d'énergie à partir d'ordures comme étant la solution idéale pour continuer l'enfouissement des déchets au cours de la période 2010-2030. Pour les CRE et le FCQGED, la production d'énergie par le captage des biogaz provenant de la décomposition des détritiques n'est pas une solution en soi mais plutôt un encouragement à maintenir l'enfouissement pêle-mêle et un frein à la réduction et à la récupération. De plus, il serait prématuré d'accorder à l'industrie de l'élimination des autorisations d'exploitation sur des périodes de 20 ans et encore plus d'investir des sommes colossales dans cette technologie. Nous considérons qu'il serait plus approprié d'investir dans la réduction à la source, la réutilisation, le recyclage (3R) et le compostage.

Nous croyons que le statu quo pour le maintien des lieux d'enfouissement tel qu'il nous a été présenté ne favorisera pas et n'encouragera pas l'atteinte des objectifs de réduction, de réutilisation, de recyclage et de compostage contenus dans la *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008*. Pour les CRE et le FCQGED, l'enfouissement pêle-mêle devrait être pratiqué à la toute fin du processus pour une saine gestion (environnementale, économique, sociale et équitable) des ordures. Encore une fois, on ne le répètera pas assez souvent, « les meilleurs déchets sont ceux que l'on ne produit pas ».

En résumé, lors de cette rencontre, plusieurs de nos questions sont demeurées sans réponses très claires. Qu'arrivera-t-il après 2008? Pourquoi se limiter aux objectifs de récupération de 65 % des déchets pendant près de deux décennies après la fin de la Politique? Pourquoi ne prépare-t-on pas un autre *Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles* (PMGMR) pour la période 2008-2018 avec un nouvel objectif à atteindre de 85 %? Pourquoi reporte-t-on la gestion des matières putrescibles, d'où proviennent les biogaz, à l'an 2010? Comment va-t-on produire de l'énergie, si l'on détourne de l'enfouissement les matières putrescibles par le compostage? Pourquoi avoir des autorisations d'exploitation sur des périodes de 20 ans? Pourquoi parle-t-on toujours du meilleur coût possible (enfouissement) et non des gains engendrés par les bénéfices environnementaux, économiques, sociaux et équitables d'une saine gestion des matières résiduelles? Où est l'équité entre les régions importatrices et exportatrices? Pourquoi n'assure-t-on pas une équité inter-régionale alors que quatre des cinq mégadépotoirs où se retrouvent les déchets de la CMM se situent à l'extérieur de son territoire?

En aucun temps, les cinq Conseils régionaux de l'environnement de la région métropolitaine de Montréal et le Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets vont endosser et s'associer à la proposition présentée par le CESE, car elle ne rencontre pas les objectifs d'une saine gestion des matières résiduelles.

- 30 -

Sources : Guy Garand, directeur général
 Conseil régional de l'environnement de Laval
 (450) 664-3503
 credelaval@bellnet.ca

 Robert Ménard, directeur général intérimaire
 Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets
 (514) 396-2686
 fcqged@cooptel.qc.ca